

PARTIE OFFICIELLE.

Papeete, le 14 Août 1859.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX FÊTES D'AOUT.

Le Commissaire Impérial P. I.

Vu la demande de S. M. Pomare;

En vertu de l'article 7 de l'Ordonnance du 28 Avril 1843;

De l'avis du conseil de Gouvernement;

ARRÊTE :

ARTICLE 1.

Pendant les journées du 14, 15 et 16 août, tous les débits de vins, liqueurs, rums-de-vie, ne pourront être ouverts, que de huit heures du matin à quatre heures du soir.

ARTICLE 2.

Toute vente illicite faite à des indiens, de liquides dont la vente ou le non ne sont pas autorisés, entraînera la fermeture immédiate du débit. La patente sera retirée.

ARTICLE 3.

La Gendarmerie, la police Européenne ou Indigène, et tous agents de l'autorité civile ou militaire, sont apelés à constater ces délits pendant les trois jours sus-dits.

ARTICLE 4.

Tout débitant devra se tenir prêt à fermer son établissement à la première réquisition.

ARTICLE 5.

L'Ordonneur f. fonctions de Directeur de l'Intérieur, le Directeur des affaires Européennes et le Commandant de place sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Messager et affiché chez les débitants.

Papeete, le 8 Août 1859.

E. G. de la RICHERIE

Arrêté sur la taxe du pain.

Le Commissaire Impérial P. I.

Attendu que dans toutes les Colonies le pain est assujéti à la taxe;

Attendu que jusqu'à ce jour aucune disposition spéciale n'a réglé la taxe à Tahiti;

Vu l'arrêté du 19 Août 1844;

Vu l'arrêté du 31 Mai 1847, publié de nouveau au Messager du 17 Avril 1859;

Vu la délibération du Comité de Commerce et celle du Comité consultatif à la date du 12 et 16 Juillet dernier; Considérant que la taxe du pain ne peut que développer l'usage de cet aliment chez les indigènes, qui, jusqu'à ce jour, le considéraient généralement comme un objet de luxe, et que cependant, cette nourriture tend à devenir pour eux, de jour en jour, un objet de première nécessité;

De l'avis du conseil de gouvernement,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}. A compter du 15 Août prochain, le pain fabriqué ou vendu dans la ville de Papeete, sera assujéti à la pesée et à la taxe.

ARTICLE 2. Cette taxe sera basée sur le prix en cours, de la farine sur place et variera suivant que les cent Kilogrammes de farine augmentent ou baisseront de prix de deux francs.

ARTICLE 3. Le Directeur des affaires Européennes établira la taxe par son Arrêté, soumis à l'approbation du Commissaire Impérial, qui sera publié au Messager, affiché chez les boulangers et partout où besoin sera. La taxe devra être fixée tous les mois, et plus souvent, s'il y est besoin.

ARTICLE 4. Le pain se vendra au poids de:

0k. 250g. — Deux cent cinquante grammes,
0.500 — Cinq cent grammes,
0.750 — Sept cent cinquante grammes,
1.000 — Un Kilogramme.

Et au dessous en augmentant par 0, k. 250 grammes. Ces pains seront assujéti à la taxe et à la pesée.

ARTICLE 5. Le pain au dessous de 0, k. 250 grammes, sera réputé Pain de fantaisie et comme tel, assujéti à la taxe et non à la pesée.

ARTICLE 6. L'Arrêté fixant la taxe sera établi de la manière suivante:

Nous, Directeur des Affaires Européennes,

Vu l'Arrêté du 8 Août 1859;

Attendu que sur place le prix de cent Kilogrammes de farine est de

ARRÊTONS :

la taxe du pain à compter du
est ainsi fixée.

PAINS ASSUJÉTI À LA PESÉE ET À LA TAXE.

Le pain de 0, k. 250 g. — se vendra —
— id. — 0,500 — id. —
— id. — 0,750 — id. —
— id. — 1,000 — id. —

Chaque augmentation de 250 grammes dans le poids de pain se payera.

PAIN ASSUJÉTI À LA TAXE SEULEMENT.

Le pain au dessous de 250 grammes se vendra au prix des 250 grammes de pain assujéti à la pesée.

ARTICLE 7. Tout boulanger qui aura exposé en vente des pains d'un volume qui n'aurait pas le poids spécifié à l'Art. 4, sera puni des peines portées à l'Art. 479. (1) L'excès pénal. Pour la première récidive l'amende sera doublée, pour la seconde récidive, elle sera également doublée et en outre, la licence de fabriquer et de vendre du pain sera retirée au boulanger.

ARTICLE 8. Le pain doit être bien élaboré, fermenté, bien cuit et bien essuyé.

ARTICLE 9. Il est défendu aux boulangers d'employer des farines gâtées et des farines de différents grains mélangées, sous peine de saisie de la mouture fabriquée et des pains portées à l'Art. 479 (2) de l'Arrêté sus-visé du 6 Novembre 1859.

ARTICLE 10. Le boulanger qui vendra du pain au delà de la taxe faite et publiée dans les formes ci-dessus, sera passible des peines portées à l'Art. 479 du code pénal.

ARTICLE 11. Tout acheteur a le droit de faire peser, devant lui, le pain assujéti à la taxe et à la pesée.

ARTICLE 12. Le Directeur des Affaires Européennes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les deux langues, au Messager; inséré au Bulletin Officiel; tenu constamment affiché chez tous les boulangers et au marché.

Papeete, le 8 Août 1859.

E. G. de la RICHERIE.

Nous Directeur des Affaires Européennes,

Vu l'arrêté du 8 Août 1859;

Attendu que sur la place, le prix des 100 kilogrammes de farine est de 80 f.

ARRÊTONS :

La taxe du pain à partir du 15 août courant, est ainsi fixée:

PAIN ASSUJÉTI À LA TAXE ET À LA PESÉE.

Pain de 250 gms. 0f. 25c
do. de 500. 0. 50
do. de 750. 0. 75
do. de 1.000. 1. 00
Le pain de fantaisie, au dessous de 250 grammes, se vendra 0f. 25c.

Papeete, le 9 Août 1859.

Le Directeur des Affaires Européennes:

P. Landos.

Approuvé: Le Commissaire Impérial P. I.

E. G. de la RICHERIE.

- (1) « Seront punis d'une amende de 15 à 15 francs: »
« Ceux qui auront de faux poids ou de fausses mesures »
« dans leurs magasins, boutiques, ateliers, ou maisons de »
« commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, sans »
« préjudice des peines qui seront portées par les tribunaux »
« de police correctionnelle contre ceux qui auront fait »
« usage de ces faux poids ou de ces fausses mesures. »
« Ceux qui emploieront des poids ou des mesures diffé- »
« rents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur. »
« Les boulangers et les bouchers qui vendront le pain au »
« la viande au dessous du prix fixé par la loi légalement »
« faite et publiée. »

- (2) « Article 46 de l'Arrêté du 6 Novembre 1850. »
« Les farines avariées, saisies chez les boulangers, se- »
« ront confisquées et dérivées sans préjudice de 30 à 80 f. »
« d'amende par 50 Kilogrammes de farine trouvée chez »
« eux. L'amende restera la même, si les quantités de farine »
« avariée sont au dessous de 50 Kilogrammes. »
« Art. 57 Les boulangers devront nettoyer et entrete- »
« nir leurs fours, de manière à éviter les accidents de feu; »
« Ce nettoyage aura lieu, au moins une fois, par mois »
« et sera notifié au commissaire de police sous peine de »
« dix à vingt francs d'amende et en récidive de vingt à »
« cinquante francs. »



Nominations.

Le *Commissaire Impérial* p. l. i.
L'indigène *Blot*, employé au bureau du *Commissaire Impérial*, fils de *Maitin* et d'Ursule, fille de *Paoli*, ancien chef de *Tiarei*, est nommé chef des *Méto-lasciers*.
L'indigène *Volatun*, fils de *Pessoue*, chef de *Teahupo*, est nommé *Mutai* à cheval du *District de Papeete*.
L'indigène *Metuore* est nommé *Mutai* du *District de Tiarei*, en remplacement de *Mata*, destitué pour négligence dans ses fonctions.
L'indigène *Tantui* est nommé *Mutai* du *District d'Haa-piti* (Moorea), en remplacement de *Roaim*, destitué pour négligence et incuriosité.
L'indigène *Roie* est nommé *Mutai* du *District de Papeete*, en remplacement de *Maiba*, démissionnaire. Sa nomination compte à dater du premier Juin.
Ces nominations seront enregistrées aux *Revenus*, au bureau des affaires indigènes.

Papeete, le 1^{er} Août 1859,
Le *Commissaire Impérial* p. l. i.
E. G. de la RICHÉRIE.

ORDRE.

Le *Commissaire Impérial* p. l. i.
Vu la négligence de *Tetutabua*, chef *Mutai* de *Maatea* (Moorea), qui n'a pas exécuté des ordres qui lui ont été donnés,
ORDONNE:

La solde de *Tetutabua*, chef *Mutai* de *Maatea*, pour le troisième trimestre de l'année 1859, est supprimée.
Le présent ordre sera enregistré aux *Revenus*, et au bureau des affaires indigènes.
Papeete, le 26 Juillet 1859,
E. G. de la RICHÉRIE.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Nous nous empressons de porter à la connaissance du public les intéressantes nouvelles qui suivent:

L'EMPEREUR AU PEUPLE FRANÇAIS.

FRANÇAIS !

L'Autriche, en faisant entrer son armée sur le territoire du roi de Sardaigne, notre allié, nous déclare la guerre. Elle viole ainsi les traités, la justice, et menace nos frontières. Toutes les grandes puissances ont protesté contre cette agression. Le Piémont ayant accepté les conditions qui devaient assurer la paix, on se demande quelle peut être la raison de cette invasion soudaine; c'est que l'Autriche a amené les choses à cette extrémité, qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes, ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique; car, dans ce pays, tout coin de terre demeurant indépendant est un danger pour son pouvoir.

Jusqu'à la modération a été la règle de ma conduite; maintenant l'énergie devient mon premier devoir.

Que la France s'arme et dise résolument à l'Europe: Je ne veux pas de conquête, mais je veux maintenir sans faiblesse ma politique nationale et traditionnelle; j'observe les traités, à condition qu'on ne les violera pas contre moi; je respecte la territoire et les droits des puissances neutres, mais j'avoue hautement ma sympathie pour un peuple dont l'histoire se confond avec la nôtre, et qui gémit sous l'oppression étrangère.

La France a montré sa haine contre l'anarchie; elle a voulu me donner un pouvoir assez fort pour réduire à l'impuissance les fauteurs de désordre et les hommes incorrigibles de ces anciens partis qui ont vu sans cesse passer avec nos ennemis; mais elle n'a pas pour cela abdiqué son rôle civilisateur. Ses alliés naturels ont toujours été ceux qui veulent l'amélioration de l'humanité, et quand elle lève l'épée, ce n'est point pour dominer, mais pour affranchir.

Le but de cette guerre est donc de rendre l'Italie à elle-même et non de la faire changer de maître, et nous aurons à nos frontières un peuple ami qui nous devra son indépendance.

Nous n'allons pas en Italie fomenteur le désordre ni ébranler le pouvoir du Saint père, que nous avons respecté sur son trône, mais le soustraire à cette pression étrangère qui s'appuie sur toute la Péninsule, et contribuer à y fonder l'ordre sur des intérêts légitimes satisfaits.

Nous allons enfin sur cette terre classique, illustrée par tant de victoires, retrouver les traces de nos pères; bien fassent que nous soyons dignes d'eux !

Je vais bientôt me mettre à la tête de l'armée. Je laisse en France l'Impératrice et mon fils; seconde par l'expérience et les lumières du dernier frère de l'Empereur, elle aura à montrer à la hauteur de sa mission.

Je les confie à la valeur de l'armée qui reste en France pour veiller sur nos frontières, comme pour protéger le foyer domestique; je les confie au patriotisme de la garde nationale; je les confie enfin au peuple entier, qui les entendra de cet amour et de ce dévouement que je reçois chaque jour tant de preuves.

Courage donc, et moi ! Notre pays va montrer encore sa moule d'a'a pas dégoûté. La Providence bénira nos efforts; car elle est sainte aux yeux de Dieu, la cause qui s'appuie sur la justice, l'humanité, l'amour de la patrie et de l'indépendance.

Palais des Tuileries, le 3 mai 1859.

NAPOLÉON.

Le *Moniteur* du 10 Mai publie les deux documents suivants:

NAPOLÉON etc.

Voulant donner à notre bien-aimée épouse l'Impératrice des marques de la haute confiance que nous avons en elle;

Et attendu que nous sommes dans l'intention d'aller nous mettre à la tête de l'armée d'Italie, nous avons résolu de confier comme nous confierons nos cœurs à notre bien-aimée épouse l'Impératrice, le titre de Régente, pour en exercer les fonctions pendant notre absence, en conformité de nos instructions et de nos ordres, tels que nous les avons fait connaître dans l'ordre général de service que nous avons établi et qui sera transcrit sur le livre d'Etat.

Entendons qu'il soit donné connaissance à notre oncle le prince Jérôme, aux présidents des grands corps de l'Etat, aux membres du conseil privé et à nos ministres, desdits ordres et instructions, et pour qu'en aucun cas l'Impératrice ne puisse s'écarter de leur teneur dans l'exercice des fonctions de Régente.

Voulons que l'Impératrice préside en notre nom le conseil privé et le conseil des ministres. Toutefois, notre intention n'est point que l'Impératrice Régente puisse autoriser par sa signature la promulgation d'aucun sénatus-consulte ni d'aucune loi de l'Etat, autres que ceux qui sont actuellement pendans devant le sénat, le corps législatif et le conseil d'Etat, nous réservant à cet égard nos auteurs d'Etat, nos ordres et instructions mentionnés ci-dessus.

Mandons à notre ministre d'Etat, de donner communication des présentes lettres-patentes au sénat, qui les fera transcrire sur ses registres et à notre parole des secrets, ministre de la justice, de les faire publier au Bulletin des lois.

Donné au palais des Tuileries le 3 mai 1859.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'Etat,

Achille Fould.

NAPOLÉON, etc.

Au moment de partir pour aller prendre le commandement de l'armée d'Italie, nous avons, par nos lettres-patentes de ce jour, confié la régence à notre bien-aimée épouse l'Impératrice, et nous avons réglé, pour le temps de notre absence, l'ordre du service par un acte inséré au livre d'Etat et porté à la connaissance de notre oncle le prince Jérôme Napoléon, des membres du conseil privé, du conseil des ministres et des présidents du sénat, du corps législatif et du conseil d'Etat.

Voulant donner à notre oncle le prince Jérôme des marques de la haute confiance que nous avons en lui et, par le concours de ses lumières, de son expérience et de son dévouement à notre personne, faciliter à notre bien-aimée épouse l'accomplissement de sa mission, nous avons décidé et nous décidons que l'Impératrice Régente prendra, sur les résolutions et décrets qui lui seront soumis, l'avis du prince, notre oncle; nous lui avons, en outre, confié comme nous lui confions par ces présents, le droit de presider, en l'absence de l'Impératrice Régente, le conseil privé et le conseil des ministres.

Donné au palais des Tuileries le 3 mai 1859.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre d'Etat,

Achille Fould.

PROCLAMATION DE VICTOR-EMMANUEL II.

Le Roi de Sardaigne a adressé à ses troupes la proclamation suivante :

« Soldats ! — L'Autriche, qui augmente ses armées sur notre frontière, et qui menace d'écraser notre territoire, parce que la liberté y règne avec l'ordre, parce que ce n'est pas la force, mais la candeur et l'affection entre le peuple et le Souverain qui gouvernent le l'Etat, parce que les périmètres de l'Italie opprimée trouvent chez nous un echo, l'Autriche à l'assaut de nous descendre, à nous qui nous sommes unanimes armés pour notre défense, de déposer les armes et de nous soumettre à sa clemence.

« Cette demande insultante a reçu la réponse qu'elle méritait. Je lui rejette avec mépris. Soldats ! je vous encourage, convaincus que vous regarderez cette insulte haute à votre roi et à votre nation comme une insulte à vous-mêmes. La nouvelle que j'ai à vous communiquer est l'annonce de la guerre ! Soldats, aux armes !

« Vous vous trouverez en face d'un ennemi qui n'est pas seulement pour vous. Mais si vous êtes braves et dignes, vous le ferez passer en arrière la compassion, et vous pourrez vous rappeler avec orgueil les batailles de Goito, de Palestro, de Santa-Lucia et de Segrate-Compians, de même que celle de Castiglione, où quatre régiments de nos troupes ont tenu pendant trois jours contre cinq corps d'armée.

« Je marcherai à votre tête. Nous avons fait connaissance avant aujourd'hui, en plus d'une occasion, au milieu des batailles, lorsque, combattant à côté de moi, mon père, j'eus l'occasion d'admirer votre courage.



Je suis sûr que, sur le champ de l'honneur et de la gloire, vous maintiendrez et vous augmenterez encore votre réputation de braves. Vous aurez pour compagnons ces intrépides soldats français, vainqueurs de tant de batailles, vos frères d'armes de la Thermidaire, et que Napoléon III, qu'on trouve toujours où il y a une cause juste à défendre ou des progrès à accomplir, enviera généreusement à notre assistance en combattant les Italiens.

« Marchez donc en avant, confiants dans la victoire ! Gagnez de nouveaux lauriers pour votre drapeau tricolore, sous les plus dardes du feu de la jeunesse italienne et réunie, et qui vous indique que le haut placé devant vous est l'indépendance de l'Italie, l'œuvre juste et sainte qui sera votre cri de guerre.

Turin, 27 Avril.

—VICTOR-EMMANUEL.

NAPOLEON III A L'ARMÉE D'ITALIE.

SOLDATS :

Je viens me mettre à votre tête, pour vous conduire au combat. Nous allons secourir les efforts d'un peuple qui revendique son indépendance et le délivrer de l'oppression étrangère. C'est une cause sacrée, qui a les sympathies du monde civilisé.

Je n'ai pas besoin de stimuler votre ardeur ; chaque pas vous rappelle une victoire. Dans la vous saluez de l'ancienne Rome, en gravant sur le marbre des inscriptions qui rappelaient ses hauts faits. Il en est de même aujourd'hui. En passant par Monfivè, Marengo, Lodi, vous marchez au milieu de ces glorieux souvenirs, à travers d'une autre vie sacrée.

Conservez cette stricte discipline qui est l'honneur de l'Armée. Ici, ne l'oubliez pas, il n'y a d'autres ennemis que ceux qui nous combattent dans la bataille. Demeurez unis et n'abandonnez pas vos rangs pour vous précipiter en avant. Méfiez-vous d'un trop grand enthousiasme ; c'est la seule chose que je craigne. Les nouvelles armes de précision ne sont dangereuses qu'à distance ; elles n'empêchent pas la bayonnette d'être ce qu'elle a été jusqu'ici, l'arme terrible de l'infanterie française.

SOLDATS !

Faisons tous notre devoir et mettons notre confiance en Dieu. Notre pays attend beaucoup de vous. D'un bout à l'autre de la France retentissent ces mots d'heureux augure : La nouvelle Armée d'Italie sera digne de sa sœur aînée.

NAPOLEON.

Gênes, le 12 Mai 1859.

Le moniteur donne aussi l'ordre du jour suivant du prince Napoléon :

« Soldats du cinquième corps de l'armée d'Italie !

« L'Empereur m'appelle à l'honneur de votre commandement. Nombre d'entre vous sont mes vieux camarades de l'Alma et d'Inkermann. Comme en Crimée, comme en Afrique, vous soutiendrez votre glorieuse réputation. Discipline, courage, tenacité, telles sont les vertus militaires que vous allez encore une fois mettre à l'épreuve, attentive à suivre les grands événements qui se préparent. Le pays qui fut le berceau de l'ancienne civilisation et de la renaissance moderne va vous devoir sa liberté ; vous le délivrerez à jamais de ses oppresseurs, de ces éternels ennemis de la France, dont le nom s'allie dans notre histoire à toutes nos luttes et à toutes nos victoires. L'accueil que le peuple italien fait à ses libérateurs est une preuve de la justice de la cause que défend l'Empereur.

« Vive l'Empereur ! vive la France ! vive l'indépendance italienne.

« Le prince commandant en chef le cinquième corps de l'armée d'Italie ;

NAPOLEON (Jean).

DÉPART DE L'EMPEREUR.

L'Empereur est parti avant hier de Paris, à six heures du soir, après avoir assisté à une messe qui a été célébrée non à la cathédrale comme on l'avait annoncé, mais en famille, dans la chapelle des Tuilleries. Ce départ a été un véritable événement, et il a causé dans Paris une émotion qui dure encore, tant l'accueil fait au chef de l'Etat par les masses populaires, a dépassé tout enthousiasme, tout ce qu'on pourrait croire. Je ne pense pas que jamais souverain ait reçu une ovation plus éclatante. Sur toute la longueur de la rue de Rivoli et la rue de Lyon, suivie par le cortège impérial, une foule immense occupait les trottoirs, garnissait toutes les fenêtres, couvrait la place de la Bastille et s'échelonnait sur les toits ou les saillies des maisons en construction. Les cris de vive l'Empereur ! retentissaient de toutes parts, ainsi que ceux de Courage ! Victoire ! Succès ! et mille autres acclamations sympathiques. Il n'y avait rien là de factice, ce n'étaient pas les applaudissements de clochers à gages, c'étaient des cris vrais, et l'explosion d'un en-

thousiasme sincère. Aussi finit-il par gagner les plus timides, et des échantillons de tous pays y prirent part. L'Empereur ne s'y trompa pas et jura qu'il n'aurait ni saisi, son regard ordinairement terne, s'était éclairci et comme illuminé, ce qui fit dire à un vieux soldat : « Ha la Victoire dans les yeux ». Il était en petite tenue de général, coiffé du simple képi, et il s'efforçait de rester calme et souriant ; mais en calmant à l'aise se laissait vaincre, un moment. Sur la place de la Bastille, le peuple se précipite, entoure l'Empereur, veut décoller les chevaux de sa voiture et le traîner jusqu'à la gare. L'Empereur se laisse ordonner à ses gardes de ne pas refouler le peuple, il tend les deux mains à toutes ces mains qui cherchent les siennes, et gagné par l'émotion générale, il trouve à peine la force de dire : Merci, mes amis, nous laisserons passer, nous laisserons passer ces crises et l'ennemi m'attend. « Un homme du peuple lui répond : « Oui, oui, passez, et si vous avez besoin de nouveaux soldats, faites-le nous dire et nous nous engageons tous. »

L'Impératrice a eu aussi sa part de ce triomphe populaire. Ses yeux rougis par les larmes exaltaient un grand attendrissement parmi les foules. Dans la rue de Lyon, les pleurs qu'elle retenait à grand-peine s'étaient fait jour un ouvrier lui cria : ayez troupes, allez, il reviendra ! et la pauvre femme répondit à cette troupille par un grand sourire. En entendant dans la gare, de chacun de lever, elle aperçut, malgré ses préoccupations, des mains tendues vers elle, et quittant le bras de l'Empereur, elle alla prendre les poignons qu'on cherchait à lui remettre. Elle a accompagné son mari jusqu'à Monfivè, et se vengea d'avoir le même soir, avec une secoue d'adieux fort touchante. La princesse Clotilde s'accompagne le prince Napoléon que jusqu'à la gare et elle est restée immédiatement au Palais-Royal avec le prince Jérôme, que l'Empereur a embrassé à deux reprises avec une sorte d'attachement filial.

Cette journée du 10 Mai sera véritablement une journée historique pour Napoléon III. Il n'en a jamais eu de plus belle, et elle est une démonstration suffisante de l'opinion de la nation française.

NAPOLEON III EN ITALIE.

Une lettre de Gênes, en date du 13 Mai 1859, raconte ainsi qu'il suit l'arrivée de l'Empereur Napoléon à Gênes.

Jamais encore je n'avais vu un spectacle aussi beau, aussi imposant que celui auquel j'ai assisté hier à Gênes. On avait su officiellement, la veille, l'arrivée de l'Empereur pour le lendemain, et la ville toute entière s'était aussitôt préparée à recevoir ce que les Italiens appellent aujourd'hui le libérateur de l'Italie.

En un clin d'œil, toutes les maisons étaient parsemées de drapeaux aux trois couleurs. C'était une animation, une joie, un entrain dont toute description ne pourrait nous donner une idée exacte.

Dès le matin, on vit arriver, par toutes les portes de Gênes, des flots de population de petites villes et villages des environs. Si je porte à cent mille le nombre des étrangers venus ici pour assister à l'entrée triomphale de l'Empereur, je crois dire au-dessus du réel.

Les belles rues de Gênes étaient splendides, les étages les plus précieuses recouvraient les balcons des Palais. Les maisons étaient pavées depuis le bas jusqu'au faite et ornées comme de véritables réservoirs de fête Dieu.

Quant au port, son aspect était féérique, figurez-vous mille à 1800 navires pavés de tous les pays, et les vaisseaux de guerre parés de leurs plus beaux pavots. Sur les collines qui dominent la ville, une foule immense ; sur la darse, sur le môle, les régiments français avec les musiques militaires ; sur tous les quais une multitude infinie, plus la rade ; chaque instant et prenait le large chargé de canots pour aller au devant de la frégate impériale.

Sur presque tous les pavoisements les musiciens exécutent des airs patriotiques. La population pousse des cris d'enthousiasme, cent mille poitrines crient : Vive l'Empereur ! Vive la France ! l'Empereur !

Cependant, vers midi, un premier coup de canon retentit. C'est le cortège impérial qui est signalé. En effet, du haut des collines on aperçoit à l'horizon deux frégates qui s'avancent à toute vapeur. L'émotion s'empare de tous les cœurs et le frémissement de la multitude indique la grandeur de l'événement qui va s'accomplir.

Tout à coup, l'amirauté et les forts déchaînent tous leurs canons, auxquels répondent par des détonations tous les bâtiments de guerre, parmi lesquels se trouve une frégate Anglaise. La Reine d'Italie entre dans le port et un cri formidable de Vive Napoléon retentit aussitôt et domine toutes les décharges de l'Artillerie. L'Empereur quitte le navire, descend dans le canot, où il est reçu par le Prince de Carignan, M. de Lavaur, M. de Brent et le Comte Nigra.

Après l'Empereur, le Prince Napoléon descend dans le canot suivi du maréchal Vaillant, des généraux et aides de camp qui accompagnent l'Empereur. Jamais réception de souverain n'a été plus belle, plus chaleureuse, plus enthousiaste.

L'Empereur en mettant pied à terre a été reçu par les autorités religieuses, militaires et judiciaires de Gênes et s'est rendu au Palais-Royal où il a ensuite paru au balcon donnant sur la rue où une foule immense l'attendait pour le saluer des bravos les plus frénétiques.

Le soir illuminé tellement générale que pas une lumière ne manquait de ses lampes. Des étages de feux, des terrasses s'élevaient, les amphithéâtres les uns au-dessus des autres et formaient des lignes de flammes bleues par la brise, produisant l'effet d'une ville incendiée. C'est superbe.

Le spectacle du port est encore plus merveilleux, tous les feux, toutes les collines, tous les quais forment comme une immense gerbe projetant sur la mer une lueur rose.

L'Empereur s'est enfin rendu au théâtre où la bataille avait eu lieu, pendant plus de 3 minutes, l'Empereur a été obligé de leur dire, pendant que 3,000 personnes parmi lesquelles se trouvait l'élite de la société de Gênes, lui ont redonné un immense élan.

Jamais je le répète, Souverain n'a été l'objet d'un pareil enthousiasme. C'est l'Italie sœur de la victoire et décernant déjà les palmes du triomphe à son bienfaiteur.

MANIFESTE DE L'EMPEREUR D'AUTRICHE.

La gazette de Vienne a publié, dans son numéro du 29 avril, la proclamation suivante, qui a été affichée dans les rues de la Capitale :

• A mon peuple,

« J'ai ordonné à ma fidèle et brave armée de mettre un terme aux actes hostiles qui depuis nombre d'années, ont été commis par l'Etat voisin, la Sardaigne, contre les droits incontestables de ma couronne, et contre l'intégrité du royaume dont Dieu m'a confié le soin, actes qui ont été poussés dans ces derniers temps jusqu'aux dernières extrémités. En prenant ce parti, j'ai rempli le devoir pénible, mais inévitable d'un Souverain. Comme ma conscience est tranquille, je puis lever les yeux vers le Dieu tout-puissant et alléger, naturellement ses vœux. Je livre avec confiance ma décision au jugement impartial des générations contemporaines ou futures. Je suis certain de l'approbation de mes fidèles sujets.

« Il y a plus de dix ans, le même ennemi en violation du droit des gens et des lois de la guerre, a osé provoquer de notre part, extra du territoire Lombard-Vénitien, avec l'intention d'en prendre possession. Quoique l'ennemi, deux fois totalement défait par ma brave armée, fut à la merci du vainqueur, je me conduisis généreusement et lui proposai une réconciliation. Je ne m'emparai pas d'un seul pouce de son territoire. Je m'empêchai pas sur un seul des droits dont la couronne de Sardaigne jouit en qualité de membre de la famille des nations européennes. Je n'imposai pas pour obtenir la moindre garantie contre le retour de semblables événements. La main que j'offrais sincèrement au signe de paix et qui fut prise me paraissait une garantie suffisante. Je scellai sur l'autel de la loi l'ouvrage et les droits de l'Autriche. La récompense d'une si rare générosité fut la continuation immédiate des sentiments d'hostilité qui ont grandi d'année en année, et une agitation perpétuelle contre la paix et le bien-être de mon royaume Lombard-Vénitien.

Je supportai patiemment ces nouvelles hostilités, sachant combien la paix était un bienfait précieux pour mon peuple et pour l'Europe. Je n'étais pas encore à bout de patience, lorsque les grandes mesures que je fus forcé de prendre, en conséquence de l'agitation révolutionnaire qui se faisait sur les frontières de mes provinces italiennes et dans ces dernières, devinrent le prétexte d'un renouveau d'hostilités. Acceptant volontiers la médiation bien intentionnée de puissances amies pour le maintien de la paix, je consentis à prendre part à un congrès des cinq grandes puissances. Les quatre points proposés par le gouvernement royal de la Grande Bretagne furent la base des délibérations du congrès, qui fut envoyé à mon cabinet et je les ai acceptés à des conditions qui devaient amener une paix véritable, sincère et durable. Ayant la conscience qu'aucune démarche de la part de mon gouvernement ne pourrait même de la manière la plus indirecte, porter atteinte à la paix, j'ai demandé que la puissance qui était la cause de la complication et qui avait accru le danger de la guerre, cessât, comme mesure préliminaire. Néanmoins, résolvant les instances des puissances amies, j'ai fini par accepter la proposition d'un désarmement général. La médiation a échoué, par suite des conditions inacceptables dont la Sardaigne a fait dépendre son consentement.

Il ne restait plus qu'un moyen de conserver la paix. Je me suis adressé directement au Gouvernement Sardien, le suppliant de mettre fin au pied de paix, et de licencier ses corps francs et comme la Sardaigne n'a pas accédé à ma demande, le moment est arrivé de trancher la question par un appel aux armes.

« J'ai ordonné à mon armée d'entrer en Sardaigne.

« J'appelle la haute partie de cette mesure et si mes devoirs de monarque ont jamais pesé lourdement sur moi, c'est assurément aujourd'hui. La guerre est le fléau de l'humanité. Ce n'est pas sans chagrin que je vois la vie et la propriété de plusieurs milliers de mes sujets, misés en danger, et je sens fortement quelle terrible épreuve la guerre va être pour mon royaume qui, tout dépourvu de ses améliorations intérieures, a le plus grand besoin de la continuation de la paix. Mais le cœur du monarque doit se taire, quand c'est l'honneur qui parle, ainsi que le devoir. Il y a sur les frontières un ennemi armé, qui, sous prétexte de révolutions, annonce ouvertement son intention d'obtenir possession des dépendances de l'Autriche en

Italie. Pour le soutenir, celui qui règne en France, intervenant sous de faibles prétextes dans les relations loyalement établies de la péninsule Italienne, a mis ses troupes en mouvement; et quelques-uns de leurs détachements ont passé déjà les frontières de la Sardaigne.

La couronne que j'ai reçue de mes ancêtres, pure de souillures et de taches a passé déjà par des épreuves. L'histoire glorieuse de notre pays nous apprend que lorsqu'il s'élève des dangers, menaçant de renverser en Europe ce que l'humanité a de plus cher, la providence a en tous les temps l'épée de l'Autriche pour dissiper ces dangers. Nous sommes de nouveau à la veille d'une période semblable. Le renversement des choses qui existent n'est pas redouté seulement par des factions, mais aussi par des idées, l'épée que j'ai été forcé de tirer est sanctifiée en ce qu'elle va défendre l'honneur et les droits de tous les peuples et des états, et tout ce que l'humanité a de plus cher.

C'est à vous mon peuple que je m'adresse à présent, vous dont le dévouement à la cause de l'Autriche peut servir le modèle à toutes les nations de l'Europe. Dans le conflit qui a commencé, vous me conserverez votre fidélité et votre dévouement si surtout nous à l'épreuve. A vos fils, que j'ai vu dans les rangs de mon armée, moi, leur commandant, j'avoue mon solat m'a-t-il, vous pouvez les regarder avec orgueil, car grâce à eux, l'Autriche d'Autriche va prendre un vaste essor.

Notre lutte est juste et nous l'agissons avec courage et confiance. Nous espérons cependant que nous ne serons pas seuls. Le sol sur lequel nous avons à combattre, a été rendu fertile par le sang qui a été répandu nos frères allemands, pour gagner ces triomphes qu'il ont gardés jusqu'à présent; c'est là que les ennemis acharnés de l'Allemagne ont commencé généralement la partie, lorsqu'il ont voulu ruiner sa puissance intérieure. Le sentiment qu'un danger semblable est aujourd'hui imminent prévaut dans toute l'Allemagne et le courage héroïque de l'Allemagne d'une frontière à l'autre. Je parle en ma qualité de membre souverain de la confédération germanique, lorsque j'appelle l'attention sur un danger commun et lorsque le souvenir des temps glorieux où l'Europe doit sa délivrance à l'enthousiasme général et intervient de l'Allemagne.

« POUR DIEU ET LA PATRIE ! »

Donné en ma résidence et métropole de Vienne, le 28^e jour d'avril 1859.

FRANÇOIS JOSEPH.

LA PIÉMONTAISE.

par A. Barbier.

Peuple de France, en guerre, en guerre !
Enfants des champs, enfants de la Cité,
Lève-toi tous, armé, arme ton bras
A dans les cieux agitant sa bannière,
En guerre pour la liberté !

Ah ! cette fois c'est la dernière,
C'est le dernier des grands combats ;
Encore quelques jours de misère
Encor le fondre et ses éclats !
Et puis dans une paix profonde
Pour toujours les peuples du monde
Reposent leurs membres las.

Lois de nous de prendre l'épée
Pour servir les nations,
Penser sur leur terre usurpée
Et souffler leurs vœux blasons
Nous valons guerriers magnanimes,
Delivrer de nobles victimes,
De l'effraie et des prisonniers.

Où nos bras s'arment pour défendre
L'œuvre injuste des anciens rois,
Pour braver de la poussière
Le front d'un grand peuple aux abois,
Et sans intérêt, sans colère,
L'aider à ressaisir sur terre
Son sang véritable et ses droits.

Italie, O sort malheureux !
Ton cri n'est pas en vain jeté,
La France n'est pas oubliée
De sa mort de beauté,
Pour nous les trésors de science
Que tu versas sur notre enfance
Nous te rendrons la liberté.

GREFFE DU TRIBUNAL DE POLICE CORRECTIONNELLE

ses Juges et la Société.
Par jugement rendu, le 10 Août 1859, le Tribunal de police correctionnelle, jugeant en premier ressort et faisant application des articles 6 de l'arrêté local du 10 septembre 1852, et 47 et 48 de l'arrêté du 19 mai 1851, condamne le Sieur Hatfield, James Williams, capitaine du brig Persévère de la Nouvelle Grenade, né à Cambridge (Angleterre), à 800 francs d'amende, 50 francs de dépens et aux frais de la procédure, liquidés à la somme de 240 francs pour embarquement illicite de deux passagers à son bord.

Pour extrait conforme :
Le Greffier
V. Dupond.

AVIS.

NOTA — Le manque d'espace nous oblige à renvoyer au Messenger du 21 Août, le résumé des nouvelles du Théâtre de la Guerre, que nous nous proposons de donner ainsi que la mercuriale, les mouvements du port et les observations météorologiques de cette semaine.

Le Gérant, Ch. SENTENAC,
Typographie du Gouvernement, Papeterie.